

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS

SOMMAIRE

Solidarité Internationale
(Pages 2 et 3)

Avez-vous remarqué ?
(Page 3)

Pas touche au livret A
(Page 4)

Les bras m'en tombent
(Page 4)

Appel laïque
(Page 5)

Coup de gueule
(Page 6)

Le mot de la Présidente

Une fois de plus les semaines qui viennent s'annoncent moroses - pour ne pas dire plus - pour les salariés. La situation économique mondiale et les risques d'une récession américaine font craindre le pire. La chute continue des bourses risque de se traduire d'ici peu par des plans de licenciements massifs n'ayant d'autre but que de faire remonter artificiellement le cours des actions des entreprises et d'essayer d'éviter le départ des fonds de pension américains, présents dans le capital de nombre de nos entreprises. Nos banques elles-mêmes sont fragilisées, comme la Société Générale, jadis montrée en exemple, et dont on découvre subitement les pratiques pour le moins douteuses. Elle n'est pas la seule. A force de jouer dans un monde fictif des sommes colossales, on finit par oublier la réalité qui se manifeste tôt ou tard. Le problème, c'est que ce sont toujours les mêmes qui trinquent : les salariés, alors que les patrons, quand ils sont remerciés, s'en vont avec de jolis pactoles.



Prenez le cas du PDG de la Société Générale, qui a annoncé, à la suite de la perte de 4,2 milliards, qu'il renonçait à tout salaire pendant six mois. Ce qu'il a oublié de dire, c'est qu'il venait de toucher 3,3 millions de stock-options ! De quoi assurer largement son train de vie....

Les décisions du couple Sarkozy/Fillon, qui déconstruisent avec ardeur le modèle social français pour le remplacer par un modèle ultra-libéral d'inspiration anglo-saxonne, ne font qu'aggraver les choses.

Le côté positif, c'est cependant que cela contribue à déciller les yeux de nos compatriotes. Bien sûr, la vie privée de Nicolas Sarkozy étalée dans les médias ne contribue pas à hausser sa côte de popularité. Mais c'est bien son action économique et sociale qui le fait baisser dans les sondages. Comment croire quelqu'un qui nous affirme blanc un jour et noir le lendemain, comme on a pu le voir à propos des quotas de pêche ou de la durée légale du travail ?

Plus que jamais les salariés doivent entrer en résistance.

On aimerait qu'ils soient aidés par une gauche offensive et sûre d'elle-même. Hélas, le spectacle donné par certains parlementaires socialistes lors du vote sur la révision de la constitution préalable au vote sur le traité européen n'est pas fait pour rassurer. Il ne faudrait pas qu'une victoire de la gauche aux élections municipales et cantonales fasse oublier l'essentiel : la nécessité pour la gauche de construire un projet capable de remettre la France sur la voie du progrès social. C'est la condition sine qua non pour qu'une majorité de salariés lui fasse confiance pour les échéances futures.



Marinette BACHE

Que peut-on apprendre du modèle social des pays d'Europe du Nord ?

Par Asbjorn WAHL

conseil du Syndicat norvégien des employés municipaux et généraux (Norwegian Union of Municipal and General Employees), coordinateur de la campagne pour l'Etat providence.

Introduction

par Jean Claude Chailley, secrétaire général de Résistance Sociale

En France, à droite comme à gauche, on nous présente souvent les pays du Nord de l'Europe comme le modèle social à copier. C'est une aberration.

Le texte ci-dessous est d'un syndicaliste, Asbjorn Wahl, coordinateur de la campagne pour l'Etat Providence en Norvège. Cette campagne a rassemblé des organisations nationales représentant jusqu'à un million de membres, dans un pays de 4,5 millions d'habitants. Ça en dit long sur le mécontentement des Norvégiens face à la déconstruction de leur modèle social, commencée dans les années 70. Asbjorn a participé en décembre à la réunion internationale de Bruxelles du Réseau Européen pour les Services Publics (RESP). Les tenants de la pensée unique (néo-libérale), les partisans de la Constitution ou Traité modificateur, nous rabâchent que le « service public » est une « exception française », qu'en « langage européen » il faudrait parler de « SIEG ... ». C'est faux : tous les pays représentés au meeting de Bruxelles du RESP comprennent parfaitement ce qu'est un service public, une privatisation, un PPP (partenariat public – privé), pour y être confrontés comme nous-mêmes en France. En Norvège, en Suède, au Danemark, l'Etat providence est en cours de destruction par le néo-libéralisme, les multinationales, et leurs institutions : FMI, OCDE, Banque mondiale, Union Européenne... Asbjorn dans sa contribution en anglais donne une analyse historique du Welfare State (Etat providence) et propose des pistes d'action. Pour ceux pas trop branchés par l'anglais, voici un résumé de son analyse :

Le Welfare State (Etat providence), a résulté d'une **situation historique unique** : crise des années 30, fin de la guerre, puissance du mouvement ouvrier voulant aller vers le socialisme, crainte du communisme des détenteurs du capital. Le Welfare State a été échangé contre l'abandon du socialisme

Le Welfare State est un pacte social, résultat du rapport de forces existant entre capital et travail au sortir de la 2^{ème} guerre mondiale.

Le Welfare State n'est pas le résultat du dialogue social et des relations tripartites, mais le résultat d'une longue période de dures luttes sociales, de luttes de classes, en Scandinavie aussi. Bien entendu il y a dans chaque pays des spécificités résultant d'Etats-nations puissants.

Né dans une situation historique révolue, le « modèle » social suédois, norvégien, danois... ne peut être exporté dans le contexte actuel opposé d'offensive mondiale du néo libéralisme.

Le plus important, ce ne sont pas les institutions du Welfare State, les budgets, mais le fait que **les nationalisations, les services publics, ont soustrait une partie importante de l'économie au marché, permettant de la soumettre au Politique.**

Le développement économique jusque dans les années 70 a facilité le partage, l'élévation sans précédent du niveau de vie et de protection sociale.

Après la reconstruction, dès les années 70 le modèle de régulation Keynésien n'empêche plus les crises, la stagnation, l'inflation (fin également des 30 glorieuses en France) . Profitant de son hégémonie économique et politique, **le néo libéralisme passe à l'offensive et revient rapidement sur les acquis sociaux considérables des années précédentes** : attaques sur les salaires, la protection sociale, le droit du travail, délocalisations, coupes dans les budgets publics, redistribution de richesse jamais vue, du public vers le privé, du travail vers le capital, des pauvres vers les riches. Le mode de gestion privé est introduit dans le secteur public. **Bref, le modèle de redistribution de l'Etat providence marche à l'envers.**

L'offensive capitaliste n'a pas rencontré une grande résistance. L'orientation du capital d'aller du consensus vers la confrontation était incompréhensible dans la culture du pacte social des syndicats. Elle entraîna aussi une crise idéologique dans la social démocratie.

(suite page 3)

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

(suite de la page 2)

Composée de membres dépolitisés et passifs, la direction devenant de plus en plus une élite de la société, la social-démocratie adopta rapidement l'idéologie néo-libérale dominante, quoique dans une forme adoucie par rapport à sa version originale de droite. De larges fractions du mouvement syndical... des pays développés, **répètent inlassablement : la globalisation est un fait durable.**

En conséquence, ils sont favorables à renforcer la compétitivité de **leurs propres** entreprises, entraînant l'acceptation de la **flexibilité**, incluant son dernier habillage la **flexisécurité**, qui signifie la dégradation des conditions de travail et du droit du travail. La compétitivité pour sa part est promue comme le seul moyen de conserver les emplois. La dérégulation et la libéralisation, sont en général bien acceptées à condition d'être accompagnées de **clauses sociales.**

Dans ce vide créé par l'effondrement de la puissance des syndicats et des mouvements sociaux, a émergé une entière industrie de la responsabilité sociale des entreprises, sous la forme de Standards éthiques volontaires, avec une armée de d'ONG aux bonnes intentions et bien financées, de groupes de recherche pour produire un rideau de fumée idéologique masquant le déplacement du rapport de pouvoir en faveur des intérêts capitalistes.

Pourtant, contrairement à ce que disent certains, la **globalisation n'est pas une conséquence des changements technologiques et organisationnels, mais le résultat d'une stratégie et de décisions politiques** prises par les gouvernements et les structures et institutions comme le G8, le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, l'ALENA, ... Les multinationales sont à

l'avant-garde, s'étant libérées de toute régulation et contrôle démocratique.

Dans le contexte actuel, **les négociations bipartites et tripartites, le dialogue social, comme on l'appelle maintenant en Europe ne fonctionnent plus comme auparavant.** Elles ne visent pas à combattre la libéralisation de l'économie, mais les effets négatifs de la libéralisation sur les salariés. Mais **une libéralisation sans effets négatifs sur les travailleurs, ça n'existe pas.**

Il faut une résistance croissante, mobiliser, défendre les acquis sociaux, au niveau national d'abord, international ensuite.

Il faut démocratiser et développer les services publics et sociaux, créer une alliance salarié / usager pour améliorer les Services Publics.

Il faut s'opposer à l'institutionnalisation du néo libéralisme au niveau international, qui permet de passer par-dessus les structures démocratiques locales et nationales (OMC, FMI, Union Européenne,...)

Un transfert de pouvoir important ne peut s'obtenir que par **une large mobilisation** des syndicats, mouvements sociaux et autres organisations populaires et ONG. Une part toujours plus grande de nos sociétés est victime de l'offensive néo libérale actuelle. Ce sont ces couches sociales qui doivent être unifiées dans des alliances nouvelles

Il faut aller plus loin que le keynésianisme, Il faut un plus grand déplacement de pouvoir dans la société, entre travail et capital, entre les forces du marché et la société civile qu'au sortir de la 2^{ème} guerre mondiale.

Une traduction condensée et l'original sont consultables sur le site de Résistance Sociale <http://www.resistancesociale.fr>

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

Par Yves MESCOFF

Alcatel-Lucent vient à nouveau d'annoncer un plan de suppression d'emplois. 400 salariés sont aujourd'hui concernés. On peut à la limite comprendre qu'une entreprise qui fait

soit contrainte de recourir à des licenciements. Dans le cas d'Alcatel-Lucent, dont c'est le 6^{ème} plan en quelques années, il s'agit seulement de faire artificiellement monter le cours de l'action pour cacher les erreurs

stratégiques de son PDG. La question se pose : combien de plans faudra-t-il pour que celui-ci soit enfin licencié ?

PLACE AU DÉBAT

"Pas touche au Livret A !"

Par Loïc DAGUZAN

Le Livret A joue un rôle irremplaçable dans le financement du logement social et comme instrument financier au service des exclus du système bancaire. Or, le 10 mai 2007, au nom des règles de concurrence fixées par les traités, la Commission Européenne a donné à la France un délai de 9 mois pour réformer le mode de distribution du livret A et du livret Bleu attribué aujourd'hui à la Banque postale, aux Caisses d'épargne et au Crédit mutuel.

La publication, jeudi 20 décembre, du rapport Camdessus, élaboré à la demande du Premier ministre, a suscité de fortes réactions. Plusieurs syndicats ont estimé que ce rapport constituait une menace pour "les plus modestes". Le Groupe communiste, républicain et citoyen au Sénat a appelé "les acteurs du droit au logement, les élus locaux, les populations, à se mobiliser largement" contre la banalisation du Livret A. La principale conséquence de ces mesures sera qu'une partie croissante des 116 milliards d'euros d'encours de cette épargne populaire serait confisquée par les banquiers, inquiets pour leur rentabilité".

Début janvier, un collectif très large d'organisations syndicales, associatives et politiques s'est constitué autour d'un slogan simple et évident : "Pas touche au Livret A !". Parmi ces organisations, citons notamment l'Intersyndicale du secteur semi-public économique et financier (Caisse des dépôts, Caisses d'Épargne, la Poste, Banque de France, Crédit Foncier...), la CNL, l'ANECR, le DAL, Solidaires, Résistance sociale, Convergence pour les services publics, la Fondation Copernic, la LDH, ATTAC, FSU, la Fédération CGT Finances et bien d'autres encore.

Ce collectif a vocation à s'élargir. Il va mener campagne, au cours des semaines et des mois à venir, pour la défense du système de collecte (La Poste, Caisses d'Épargne, Crédit Mutuel) et de centralisation des fonds (Caisse des dépôts) qu'il considère être un service public inaliénable et qui échappe donc aux règles communautaires de la libre concurrence édictées par les traités commerciaux européens.

Affaire à suivre ...

Contact collectif "Pas touche au Livret A!" - Loïc DAGUZAN –
Tel : 01 42 92 96 03 loic.daguzan@banque-france.fr

LES BRAS M'EN TOMBENT

Par Alain GELY

« Il nous faut aussi une Europe politique et plus démocratique. À cette fin, il faut dépasser l'impasse politique et institutionnelle et favoriser la négociation d'un traité institutionnel plus simple, soumis à référendum, pour que l'Europe se fasse avec les citoyens. »

Cette citation provient du Programme du Parti Socialiste lors des élections législatives des 10 et 17 juin 2007 ==> <http://hebdo.parti-socialiste.fr/2007/05/14/762/>

Fallait-il comprendre, ironiquement, que si le traité était plus compliqué, puisque c'est le cas, on pouvait se passer de referendum ?

Bonne surprise, toutefois, même si cela n'a quand même pas suffi à Versailles ce 4 février : le nombre de parlementaires est supérieur aux quatre-vingts qui avaient refusé les pleins pouvoirs à Pétain en 1940...

Même si la situation est évidemment différente de celle de 1940-45, c'est avec ceux-là, et ceux qui se situeront dans leur lignée, qu'on pourra bâtir une Résistance sociale pour reconstruire la France et l'Europe, puisque c'est de cela qu'il s'agit.

APPEL LAIQUE

Vous trouverez ci-dessous une pétition lancée par la Ligue de l'Enseignement et déjà signée par de nombreuses organisations syndicales, philosophiques et associatives, ainsi que par beaucoup de citoyen(ne)s à titre individuel (35000 signatures à ce jour).

Bien que ce ne soit pas dans notre champ habituel d'intervention, il nous semble important de la relayer, compte tenu des attaques multiples que subit la laïcité depuis plusieurs mois, y compris de la part de celui qui devrait en être le garant en tant que Président de la République.

La rédaction

Sauvegardons la laïcité de la République

Les organisations et personnalités signataires rappellent solennellement que, selon l'article 1^{er} de la Constitution, la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Ces quatre termes indissociables définissent des principes qui s'imposent à tous, au premier rang desquels le Président de la République. Or, les déclarations récentes de Monsieur Sarkozy, mêlant ses convictions personnelles et sa fonction présidentielle, portent atteinte à la laïcité de la République.

La mise en cause de ce principe constitutionnel indispensable à la paix civile est inacceptable. Depuis 1905, grâce à la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat, la République assure à chaque citoyen la liberté de conscience, garantit sa liberté de croire ou de ne pas croire et de pratiquer le culte de son choix, de n'en pratiquer aucun ou de pouvoir en changer. Elle permet ainsi de vivre ensemble, dans le respect de chacun, quelles que soient ses origines, ses choix philosophiques ou ses convictions religieuses.

Dans notre République et notre société multiculturelle, la diversité doit être richesse et non source de conflit. Pour cela, la laïcité, assurant l'égalité en droit des citoyens dans le respect des lois de la République, permet à la fois l'expression du pluralisme des convictions et la recherche de valeurs communes pour construire une communauté de destin.

Dans un monde aujourd'hui global et de plus en plus complexe, où se multiplient les voies d'accès à l'information et aux connaissances, et où explose la médiatisation des événements et de la pluralité des représentations du monde, seule la laïcité permet l'émancipation de tous en favorisant le libre accès au savoir et à la culture et le discernement de chacun pour un libre choix de vie, par une démarche rationnelle et critique faisant toute leur place au doute, à l'imagination et à la créativité.

C'est pourquoi, les organisations et personnalités signataires s'opposeront à toute tentative qui mettrait, de fait, en cause la laïcité par une modification du contenu de la loi de 1905. A l'heure où nos concitoyens éprouvent des difficultés et des inquiétudes croissantes, elles les appellent à promouvoir la laïcité comme une exigence partagée avec la ferme volonté de bâtir ensemble une société où la justice sociale assurera, quotidiennement, pour toutes et pour tous, la liberté, l'égalité et la fraternité.

(signature sur le site : <http://www.appel-laique.org>)

Pour l'instant le peuple gronde, qu'en sera-t-il demain ?

Par Michel JALLAMION, porte-parole de Résistance Sociale

Les fins de mois sont de plus en plus difficiles :

- l'essence ne cesse d'augmenter alors qu'elle est vitale pour de plus en plus de monde contraint de se rendre à un travail de plus en plus éloigné pendant que les bénéfices de TOTAL explosent,
- les prix des articles de première nécessité ne cessent d'augmenter pendant que l'on apprend que les marges bénéficiaires de Leclerc sont de 36% ;
- le gaz, le fuel et l'électricité augmentent sans cesse pendant que l'Etat exige des entreprises publiques l'achat d'énergie à des groupes privés afin de permettre la libre concurrence ;
- le salaire des PDG flambe alors que les salaires moyens ont une nette tendance à diminuer ;
- au prix de quinze milliards par an, on crée le « bouclier fiscal » pour les plus riches, tandis qu'on « augmente » les fonctionnaires de...0.5% (coût : moins de 400 millions) ;
- l'accès aux services publics est de plus en plus problématique pendant que les services pour les plus aisés se développent comme du chiendent (franchises médicales, livret A, carte grand voyageur, guichets professionnels, profil étudié gratuitement par l'ANPE pour le patronat, ...)
- Etc, etc.

Voilà la réalité de ce que vit notre peuple. Tout flambe, ... sauf les salaires !

Pendant ce temps, les médias font leur une sur le SMS de Sarkozy à Cécilia, les municipales à Neuilly-sur-Seine ou le fait de se demander si Sarkozy a bien fait d'épouser Carla et si elle résidera à l'Élysée.

L'opposition politique n'existe plus. Seuls les syndicats semblent devoir en prendre les habits alors que ce n'est ni leur rôle ni leur volonté.

Les politiques et les médias semblaient tétanisés lorsque Sarkozy était au firmament médiatique. Ils ne cessent de se féliciter de sa

dégringolade dans les sondages, ils s'auto-congratulent mais restent aphones dans leurs critiques politiques.

Pourquoi Sarkozy dévisse ? C'est simple, les Français ne sont pas capitalistes et refusent l'américanisation de leurs débats politiques.

Pourquoi Sarkozy a-t-il été élu ? C'est simple, les Français croient quelqu'un qui leur dit qu'ils gagneront plus s'ils travaillent plus. Ils sont prêts à tout pour sortir des fins de mois difficiles. Ils se sont résolus à voter pour la loi de la jungle déguisée sous des intonations à la Jaurès ou à la de Gaulle plutôt que de donner un blanc seing à ceux qui n'ont rien fait pour les salariés lorsqu'ils avaient les leviers de commande et ne proposaient pas (une fois de plus) de remettre en cause le partage des richesses.

C'est cela la différence fondamentale entre ce que le peuple appelle la « Gauche » et la « Droite » : le refus d'accepter que le capital se taille la part du lion au détriment des salariés ou de juger cela comme un fait inéluctable.

La Gauche a oublié ses fondamentaux. Il est temps qu'elle les retrouve. Car, n'en déplaise à nos parlementaires, le peuple est souverain. Il s'agit là d'une reconnaissance juridique d'un fait et non d'un droit octroyé. Peu importent les traités et les trahisons.

Il est grand temps que la reconstitution de la Gauche s'opère sur les bases de son fondement historique : la redistribution des richesses, la souveraineté populaire ayant l'Etat pour levier, la volonté de créer un ou des partis de masse populaires. ... sinon les lendemains risquent d'être difficiles.

VOUS AUSSI REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ A RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de
RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet :
www.resistancesociale.fr

Courriel : resistance.sociale@laposte.net

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)